



**Hervé Magro est arrivé à Ankara**

*Hoş geldiniz, Sayın Büyükelçi.*

> P. 3

**Le théâtre face à la crise de la Covid-19 : interview de Frode Gjerlow - 2** Mine Çerçi > P. 12



**Maryam Madjidi remporte le Prix Littéraire NDS 2020 avec son roman Marx et la poupée**

*Dans la vie éducative turque depuis plus de cent soixante ans, le lycée français Notre-Dame de Sion se charge, en plus de ses activités d'enseignement et d'éducation, de développer les liens culturels entre la Turquie et la France.*

> P. 12



# Aujourd'hui la Turquie



Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Bodrum - Montréal



**L'histoire engloutie de Hasankeyf**

J'ai eu la chance de faire partie des derniers visiteurs du village de Hasankeyf, un site antique abritant une richesse mésopotamienne de 12 000 ans. > P. 9



12 TL - 6 euros

www.aujourdhuilaturquie.com

Le Journal francophone de la Turquie numéro 184, Juillet 2020

## « Après la carotte, vient le temps du bâton » : l'appel de Vincent Lindon

« En termes de gestion et de communication de crise, je ne sais pas qui aurait pu faire mieux, mais je ne vois pas qui aurait pu faire pire ». Dans une réflexion lue et filmée pour Mediapart, Vincent Lindon dénonce la gestion de la crise sanitaire par le gouvernement français, et remet en cause les informations et les instructions énoncées par la parole officielle. Pendant une vingtaine de minutes, il revient sur les trois années présidentielles de Macron et pointe du doigt les ententes fourbes entre « copains et coquins ». Rappelant les nombreuses inégalités dont souffre profondément la France, il propose également des solutions, parmi lesquelles une contribution exceptionnelle de solidarité. Son appel a largement dépassé les 5 millions de vues.



Vincent Lindon

### « Un petit garçon très malheureux... qui a la haine »

Vincent Lindon est né le 15 juillet 1959 à Boulogne-Billancourt, d'un père industriel et d'une mère journaliste de mode. Le divorce de ses parents, à ses cinq ans, engendre chez lui des tics et des angoisses qui ne le quitteront jamais. Il grandit aux côtés de sa mère et de son beau-père, le journaliste Pierre Bénichou. « Ma mère était comme une sorte d'éclair, il fallait aller vite, quand on avait quelque chose à lui dire », déclarait Vincent Lindon dans une interview Empreintes. « Je n'ai pas le souvenir d'un repas de famille avant mes 18 ans... et ça, ça fait un petit garçon très malheureux... qui a la haine », ajoute-t-il.

(lire la suite page 4)

## 4 juin 1920-4 juin 2020 : La Hongrie 100 ans après le Traité de Trianon



Dr. Olivier Buirette

Il est un fait rare dans l'Histoire qu'est la réduction considérable de territoire que devait vivre en 1920 la Hongrie qui fut sans doute un des États successeurs des puissances centrales de la guerre de 1914-1918 qui devait subir parmi les pires convulsions politiques, sociales, économiques et territoriales des suites du Traité de Trianon, signé il y a un siècle exactement, soit le 4 juin 1920. La Hongrie du XXI<sup>e</sup> siècle, celle de Victor Orbán (Premier ministre depuis 2010), a recomposé son paysage politique autour des vieux thèmes nationalistes de l'entre-deux-guerres, en demandant la révision du Traité de Trianon dont nous rappellerons ici les chiffres les plus frappants : limitation de l'armée hongroise à 35 000 hommes, un territoire se réduisant de 283 000 km<sup>2</sup> à 93 000 km<sup>2</sup>, une population passant de 18,2 millions à 7,6 millions d'habitants. Plus de dix millions de Hongrois ont ainsi été répartis dans les nouveaux pays qui entourent la Hongrie. Certains se sont retrouvés dans la partie slovaque de la Tchécoslovaquie, d'autres dans ce grand Etat des Slaves du Sud, la You-

goslavie, ou se sont retrouvés à l'Est du fait de l'agrandissement considérable de la petite Roumanie balkanique d'avant la Première Guerre mondiale et à qui est attribuée la Transylvanie.

Un siècle plus tard, ces problèmes semblent avoir disparu de nos mémoires, mais ils sont toujours bien présents pour les peuples de la région. Les années 1920 et les années 1930 ont été les témoins de l'exploitation des failles de ces traités de paix, le point culminant se situant après 1938 avec la réorganisation diplomatique de l'Europe autour d'un Adolph Hitler se faisant le champion de la défense des nouvelles minorités nées des Traités, essentiellement les minorités allemande et hongroise. À ce sujet, à la suite de son alliance avec l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale, la Hongrie obtiendra des arbitrages de Vienne (novembre 1938 et mars 1940) quelques regains territoriaux, mais qui resteront bien sûr temporaires.

Au-delà de ce levier qui devait précipiter l'Europe dans une Seconde Guerre mondiale, et ce seulement 20 ans après la fin de la première, il faut voir ici une exploitation des haines nationalistes à des fins politiques. Il aurait été également hasardeux de croire que les 40 ans de guerre froide avaient désactivé tout ceci. On sait très bien aujourd'hui qu'au sein des pays du bloc les tensions se sont poursuivies et que dès 1989 tout devait ressurgir. Rappelons le sort des Sudètes en Tchécoslovaquie dès la fin de la guerre où ceux-ci durent quitter de force les anciennes régions rattachées au Reich ainsi que le « retour » de ces mêmes Sudètes au début des années 1990 qui réclamaient leurs biens spoliés. On n'oubliera pas non plus l'implosion de la Tchécoslovaquie en 1993 et, en parallèle, l'implosion bien plus dramatique de la Yougoslavie (avec dix ans de guerre civile de 1990 à 2000), brisant définitivement les constructions souvent idéalistes issues de la Grande Guerre. (lire la suite page 2)



Mireille Sadège

Rédactrice en chef  
Docteur en histoire  
des relations  
internationales

Dans *Lale pudding shop*, la romancière Lizi Behmoaras raconte le microcosme d'un monde coloré et l'évasion vers tous les possibles



P. 11

## Retour sur...

**Covid-19 : Les Nations désunies, Nada Abou el amaim, P. 2**

*Un élan mondial après la mort de Georges Floyd, Nada Abou el amaim, P. 3*

**Indispensables et virés : les dévoués de la sucrerie de Toury, Anaëlle Barthel, P. 8**



Pour nos pères

Ceylin Özcan > P. 6

### Aujourd'hui la Turquie Saint Benoît 1753

**Saint Benoît, un lycée tourné vers l'avenir et ouvert sur le monde**

**Pierre Gentric, directeur du Lycée Saint Benoît**  
Le lycée français Saint Benoît de Bodrum, en Turquie, a été créé en 1953 par le père Pierre Gentric, directeur de l'école française de Saint Benoît de Sion à Paris. Le lycée a été fondé par le père Pierre Gentric, directeur de l'école française de Saint Benoît de Sion à Paris. Le lycée a été fondé par le père Pierre Gentric, directeur de l'école française de Saint Benoît de Sion à Paris.

**Un lycée aux valeurs universelles au service des citoyens de demain**  
Le lycée français Saint Benoît de Bodrum, en Turquie, a été créé en 1953 par le père Pierre Gentric, directeur de l'école française de Saint Benoît de Sion à Paris.

Logo of the French Ministry of National Education (Le Ministère de l'Éducation Nationale) and other educational institutions.

# Covid-19 : Les Nations désunies

La pandémie de la Covid-19 a mis à l'épreuve la stabilité des politiques internationales. Entre des réformes novatrices ou l'accentuation des tensions interétatiques, la crise liée au coronavirus a montré, plus que jamais, l'importance du multilatéralisme et de la diplomatie internationale.

## Le bras de fer sino-américain est engagé

D'une petite grippette à des produits ménagers comme remède, du déni au délire, le Président américain Donald Trump va multiplier les incohérences face à la menace du virus, avant de déclarer « l'urgence nationale ». « J'appelle chaque État (américain) à mettre immédiatement en place des centres d'urgence », annonçait-il en mars dernier depuis les jardins de la Maison-Blanche.

Déviant ainsi toute critique sur sa gestion de la crise, il espère se délier de toute responsabilité en pointant du doigt Pékin, notamment en insistant sur le terme « virus chinois ». « Le monde paie le prix fort pour ce qu'ils (les dirigeants chinois) ont fait », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse. Sans entrer dans les détails, le président américain a également assuré avoir des raisons de penser que le virus provenait d'un laboratoire de Wuhan. Pourtant, un rapport des renseignements américains indique que l'origine exacte du coronavirus n'est pas encore connue, mais aussi que « le virus du Covid-19 n'a pas été créé par l'Homme ou modifié génétiquement » !

« Il y a plusieurs moyens d'engager sa responsabilité, nous menons une enquête très sérieuse à ce sujet », a récemment rétorqué le milliardaire républicain lors d'un point-press consacré à la pandémie. Alors que Donald Trump multiplie les déclarations infondées, il évoque aussi la possibilité de demander à Pékin de payer des milliards de dollars de réparation pour les dommages causés par l'épidémie dans le monde entier : « Nous n'avons pas encore déterminé le montant final, mais il est très élevé ». Lui qui se considérait comme l'élus dans la guerre commerciale avec la Chine, s'est enfoncé dans « une nouvelle guerre froide », selon les mots du ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi.

## Le repli coûteux des États-Unis

Suscitant la polémique pour sa gestion chaotique de la crise sanitaire, le président de la première puissance mondiale annonçait par la suite le retrait des États-Unis de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) à qui il reproche d'être responsable de la situation sanitaire catastrophique et d'être « la marionnette de la Chine ». « Si l'OMS avait fait son travail et envoyé des experts médicaux en Chine pour étudier objectivement la situation sur le terrain et pour dénoncer le manque de transparence de la Chine, l'épidémie aurait pu être contenue à sa source avec très peu de morts », déclarait-il lors d'une conférence de presse.

Conscient de la place qu'occupent les États-Unis dans le budget de l'OMS, « nous payons 450 millions de dollars par an, et la Chine en paie 38 millions », le président américain veut jouer les voyous en pleine crise mondiale. 15 %, c'est le trou budgétaire que Washington va faire en suspendant sa contribution qui était essentiellement destinée aux pays les plus pauvres dans les opérations de lutte contre les urgences sanitaires et la prévention contre les épidémies...

Face à cela, la Chine dénonce l'égoïsme de Washington. « La communauté internationale désapprouve généralement ces démonstrations américaines d'égoïsme, de fuite des responsabilités et de travail de sape de la coopération internationale... », a déclaré lors d'une conférence de presse Zhao Lijian, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères.

## La guerre des masques

Mais, comme pour toute crise, les relations internationales sont essentielles. Elles sont principalement fondées sur les grandes institutions nées en 1945 veillant à garantir la paix, la sécurité et la stabilité économique mondiales : les Nations unies (ONU), le Fonds Monétaire international (FMI) et la Banque Mondiale, toutes

basées aux États-Unis. Lors de la crise de 2008, c'est une réponse mondiale coordonnée des pays membres du G20, contraints d'unir leur force, qui avait permis de calmer la tempête financière. Mais trop occupé par « les intérêts nationaux », Donald Trump semble s'écarter encore davantage de ces ententes et du dialogue entre États. Tous confrontés à la pandémie de la Covid-19, les pays du monde jouent la carte du « chacun pour soi ». Ainsi, à mesure que la pandémie progresse, la demande des équipements de protection et des produits médicaux est de plus en plus forte, et la chasse au trésor mondiale du nouvel or blanc est lancée. La Chine, premier foyer de production de masques, profite de la situation pour vendre au plus offrant. Pour récupérer les masques en priorité, les pays se volent entre eux et font monter les enchères. Alors qu'en avril, des avions chargés de masques étaient destinés à la France, des Américains auraient détourné ces cargaisons en les envoyant vers les États-Unis, et ce en payant deux à trois fois le prix annoncé. Le gouvernement américain a démenti ces accusations, mais les acheteurs peuvent être des acteurs privés. Depuis, chaque livraison est surveillée de très près par les autorités locales françaises : policiers en cagoule, fusils-mitrailleurs, livraisons sous convoi en direction d'un lieu secret... Mais la France aussi intègre ce « marché sauvage » en réquisitionnant quatre millions de masques à destination d'une multinationale suédoise, quelques jours après la signature du président de la République du « décret de réquisition » permettant au gouvernement, comme en temps de guerre, de saisir tous stocks de produits et matériels se trouvant sur le territoire français pour lutter contre la Covid-19. Seulement la moitié est arrivée à destination. De même pour la République tchèque qui s'est accaparée des équipements de protection envoyés à l'Italie.



Ainsi, recevoir des masques relève parfois de l'exploit. Sans pitié ni fair-play, les relations interétatiques tremblent face à la rivalité des pays pris au dépourvu par la pandémie. Mais dans cette partie de jeu, la Chine souhaite apparaître comme le docteur bienveillant qui, après avoir terrassé le virus à la maison, se présente en héros de l'humanité. En fournissant des équipements de protection en masse ainsi qu'en envoyant une assistance médicale dans les pays les plus menacés, la Chine a fait du masque une arme géopolitique et un élément essentiel de son « soft power » pour redorer son blason. Néanmoins, le monde n'oublie pas que Pékin est sur le banc des accusés, et que, après la victoire contre le coronavirus, viendra le temps des règlements de compte.

## L'épineuse question des frontières

C'est la première fois que l'espace Schengen est ainsi contrarié depuis son entrée en vigueur en 1995. Avec l'arrivée de l'épidémie, l'Europe a dû faire face à un dilemme : réévaluer un principe fondamental qu'est la libre circulation, ou se tourner vers l'espoir d'une coopération continentale.

La crise a entraîné un réflexe de sauve-qui-peut, où chacun a dû s'adapter à un nouveau virus agressif.

Selon une étude réalisée par l'ONU entre le 1er janvier 2020 et le 24 mars 2020, 95 % des sondés étaient convaincus de l'importance du multilatéralisme en période de crise sanitaire. « Aucune des crises que nous traversons ne reconnaît de frontières et doit donc être traitée par la coopération internationale », a déclaré Tatiana Valovaya, la Directrice générale de l'Office des Nations Unies à Genève.

\*Abou el amain Nada

## 4 juin 1920-4 juin 2020 : La Hongrie 100 ans après le Traité de Trianon

(Suite de la page 1)

Le Traité de Trianon est un peu un résumé en lui-même de tout cela, confirmé par l'apparition dans ce genre de processus du rôle des experts, à savoir de ce Comité d'Études que présida l'historien Ernest Lavisse et où le géographe Emmanuel de Martonne avait comme travail de justifier ces nouvelles frontières par des études historiques, géographiques, ethnologiques, sociologiques, etc. En quelques années, une première école de géopolitique française était ainsi apparue. Le rattachement de la Transylvanie hongroise à la Roumanie en fut sans doute un exemple parmi les plus clingants.

Quel est donc l'enjeu de ce centenaire du Traité de Trianon que nous vivons en ce mois de juin 2020 ? Il permet surtout de montrer comment Victor Orbán a pu assoir et confirmer son pouvoir en pas-

sant de l'image du plus jeune (35 ans en 1998) Premier ministre d'Europe de 1998 à 2002, alors qu'il était à la tête du Fidesz – un parti de centre droit et pro-européen –, à un retour aux affaires en 2010 en se positionnant en allié d'une droite ultra conservatrice appuyée par les nationalistes. Dès lors, très eurosceptique, Victor Orbán a multiplié les coups d'éclat et a mené son pays vers ce que certains appellent une « démocratie illibérale ». On se souvient de ce choc que fut le traitement de la vague des réfugiés lors de la crise migratoire, de ses rapprochements avec la Russie de Poutine, ou encore tout récemment de la gestion de la crise du coronavirus.

Pour cela, réveiller les vieux « démons » du nationalisme n'était pas très difficile au moment où l'Union européenne est sortie fragilisée par la récente crise de la Covid-19. Il fut aisé de renvoyer les

pays occidentaux, et particulièrement la France, à leur responsabilité d'avoir été incapables de jouer le rôle d'anciennes grandes puissances qu'elles furent au début des années 1920.

Pourtant, nous ne pouvons que nous étonner de voir que ces pays, tous membres d'une structure supranationale qu'est l'UE, en arrivent à se quereller à nouveau sur des questions territoriales, surtout à l'heure de la fin des frontières, de la monnaie unique et de l'espace Schengen !

Il faut sans doute y voir là une crispation du repli provoquée par la crise pandémique et espérer que la reprise des économies et surtout le plan de relance franco-allemand — que l'énergie développée par le président Macron en mai dernier a permis de rendre réalisable — puissent redynamiser, de la manière la plus positive qui soit, une relance de



l'Europe. Sans quoi il sera difficile de rendre enfin possible une poursuite de la construction européenne.

Sans doute faudra-t-il tenir compte cette fois-ci des préoccupations des femmes et des hommes qui la composent pour que ceux-ci se détournent des erreurs du passé afin de reconstruire un espace de vie commune raffermi par les nécessaires valeurs humaines que nous avons pu développer lors des longs mois que la crise pandémique nous ont fait toutes et tous traverser.